Politique financière

Le budget de la Confédération doit être adopté

24.11.2026

D'un coup d'oeil

- Grâce à des recettes fiscales élevées et au PAB27, le budget de la Confédération pour 2027 est pour ainsi dire équilibré et conforme au frein à l'endettement
- Il n'y a aucune raison de refuser le budget. Ce dernier doit être adopté selon la procédure ordinaire
- La solidité financière est une force de la Suisse. Il faut éviter d'envoyer des signaux qui sèment le doute

Le budget de la Confédération pour 2027 prévoit un excédent. Les recettes et les dépenses avoisinent 93 milliards de francs et il reste, selon le Conseil fédéral, une marge de manœuvre de 170 millions de francs. Comme d'habitude, le budget fait la part belle aux dépenses, en grande partie fixées par la loi, consacrées à la prévoyance sociale et aux transferts financiers en faveur des cantons. À cela s'ajoute le renforcement de la sécurité: le Parlement a décidé de relever les dépenses militaires pour les porter à 1% du PIB d'ici à 2032. Début 2026, on ne pouvait pas prévoir que le budget 2027 se présenterait de manière aussi sereine. Malgré le programme d'allègement budgétaire 2027, des déficits menaçaient, qu'il fallait résorber. Puis, les recettes de l'impôt sur le bénéfice, plus élevées que prévu, ont radicalement changé la donne. Le Parlement peut désormais adopter un budget respectant le frein à l'endettement et sans mesures d'allègement supplémentaires.

Le rejet du budget ne se justifie pas

Au vu du contexte, il est d'autant plus étonnant que la Commission des finances du Conseil national (CdF-N) rejette ce budget. Sur le plan du contenu, on ne voit pas ce qui justifie cette décision. Les priorités politiques de la droite et de la gauche sont prises en compte et les deux camps ont obtenu des crédits supplémentaires lors des délibérations au sein de la commission – notamment pour l'agriculture, la sécurité, la formation et la recherche, mais aussi pour les transports publics, l'environnement, l'égalité et la santé. L'absence de moyens en faveur de certaines causes politiques ne saurait expliquer le refus du budget.

Une incertitude budgétaire serait dommageable pour la Suisse

Un refus du budget serait surtout source d'incertitude. La Suisse doit sa stabilité budgétaire en grande partie au frein à l'endettement. Ce dernier est un pilier de la fiabilité de sa politique financière et un atout majeur pour la place économique. Si le budget devait échouer alors qu'il respecte le frein à l'endettement et qu'il n'y a pas de raison matérielle à cela, cela remettrait en cause cette fiabilité.

Un refus du budget occasionnerait également des difficultés considérables. En effet, si le budget échoue au Parlement, la Confédération devra fonctionner

avec un budget provisoire dans un premier temps. Les délibérations devraient être reprises, avec une issue incertaine et aux prix d'efforts considérables. Alors que les dépenses liées, notamment celles en faveur de la prévoyance sociale, continueraient d'être réalisées, d'autres dépenses supplémentaires qui ne sont pas fixées par la loi seraient menacées. Cela pourrait en particulier affecter les moyens supplémentaires en faveur de l'armée. Une telle évolution n'est pas dans l'intérêt d'une grande partie des milieux politiques ni dans celui de l'économie.

Nous devons assumer nos responsabilités et adopter le budget

La Commission des finances du Conseil des États a, pour sa part, adopté le budget, dont les modifications se situent dans le cadre habituel. Elle renonce à des corrections discutables des recettes, grâce auxquelles la CdF-N a étendu sa marge de manœuvre en matière de dépenses. En effet, de telles corrections sapent la fiabilité du budget et affaiblissent la discipline budgétaire imposée par le frein à l'endettement.

Au vu de la situation actuelle et du budget proposé, on peut s'attendre à ce que les Chambres fédérales assument leurs responsabilités en matière de politique financière et adoptent le budget 2027, conforme au frein à l'endettement. Sa politique financière rigoureuse est l'un des principaux atouts de la Suisse et revêt la plus haute importance pour l'attractivité de la place économique.

Frank Marty
Responsable du département Finances et fiscalité, membre de la direction élargie

Lea Flügel
Responsable suppléante du département Finances et fiscalité



Sara Fighera
Responsable de projets Finances et fiscalité

© economiesuisse | www.economiesuisse.ch